

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
78000 VERSAILLES

Versailles, le 20/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

"le bois de la plaine"
78520 ST MARTIN LA GARENNE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS SEINE NORD implanté le bois de la plaine de st martin 78567009 78520 ST MARTIN LA GARENNE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à un projet de mise en demeure de 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- le bois de la plaine 78520 ST MARTIN LA GARENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006507103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société LAFARGEHOLCIM Granulats exploite plusieurs carrières de sables et graviers sur la commune de Saint Martin La Garenne (78) et plus largement dans la Boucle de Guernes. Ces carrières sont autorisées au titre de la rubrique ICPE 2510-1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- excavation des terres
- interdiction d'accès
- eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--------------------------|--|--|--|
| Cloture | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13 | Point vu lors de l'inspection du 06/10/2021 | Mise en demeure, respect de prescription |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------------|---|--|-------------------|
| Eaux superficielles | AP de Mesures d'Urgence du 07/05/2021, Article 3 alinéa 2 point 2 | / | Sans objet |
| Excavation | AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 3.1 | / | Sans objet |
| Prélèvement et échantillonnage | AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 2.1 | / | Sans objet |
| Prélèvement et échantillonnage | AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 2.2 | / | Sans objet |
| Plan de maillage – excavation | AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 3.2 | / | Sans objet |
| Registre déchets | AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 3.4 | / | Sans objet |
| Protection personnel | AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 8.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réparer ses clôtures abîmées et mettre en place une clôture efficace conformément à l'article 13 de l'AM du 22 septembre 1994 dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Eaux superficielles

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 07/05/2021, Article 3 alinéa 2 point 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit respecter le point 2 de l'alinéa 2 de l'article 3 de l'APMU n°78-2021-04-07-00004 du 7 avril 2021 en mettant en place des dispositifs pour récupérer les éventuelles eaux stagnantes, colorées ou acides dans un délai de 8 jours. |
| Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un dispositif de pompage pour récupérer les eaux stagnantes, colorées ou acides;- la présence de la procédure de gestion des eaux;- l'absence d'eaux stagnantes présentant un pH "acide" avec des mesures de Ph Mètres effectuées par l'exploitant lors de l'inspection; |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Excavation

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Excavation |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit conformément à l'article 3.1 de l'APC n°78-2021-08-03-00005 du 03 août 2021 commencer l'excavation des déblais Eole. L'exploitant justifie, sous un délai de 8 jours, le démarrage des travaux d'excavation. |
| Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- le démarrage de l'excavation des déblais ;- la présence d'un Procès Verbal de constat d'un huissier, précisant que le début des excavations des déblais a commencé en date du 18 octobre 2021; |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prélèvement et échantillonnage

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et échantillonnage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit transmettre le rapport de prélèvement et d'échantillonnage ainsi que le registre complet tel que précisé à l'article 2.1 de l'APC du 3 août 2021 dans un délai de 8 jours. |
| Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la transmission des rapports de prélèvement et d'échantillonnage de suivi des excavations conformément à l'article 2.1 de l'APC du 3 août 2021;- la présence d'un registre tel que précisé à l'article 2.1 de l'APC du 3 août 2021; |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prélèvement et échantillonnage

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et échantillonnage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit justifier de la représentativité des échantillons issus des déblais à excaver, conformément à l'article 2.2 de l'APC du 3 août 2021 dans un délai de 8 jours. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence d'un Procès Verbal de constat d'un huissier lors de chaque prélèvement et échantillonnage attestant de la représentativité des échantillons. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Plan de maillage – excavation

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de maillage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir en permanence un plan de maillage actualisé en fonction des résultats d'analyses conformément à l'article 3.2 de l'APC du 03 août 2021 dans un délai de 8 jours. |
| Constats : L'inspection a constaté de la présence d'un plan de maillage actualisé en fonction des résultats d'analyses. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Registre déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 3.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir un registre conforme à l'article 3.4 de l'APC du 03 août 2021 dans un délai de 8 jours. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence d'un registre conforme à l'article 3.4 de l'APC du 3 août 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Protection personnel

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, Article 8.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Protection personnel |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place des dispositifs de protection individuelle afin de respecter l'article 8.2 de l'APC du 03 août 2021 dans un délai de 8 jours. |
| Constats : L'inspection n'a pas constaté de non-conformité relative à: - la présence de masque et capteurs au sein des engins de chantiers intervenant sur site; - la présence d'une procédure de gestion des risques H2S " 20211114 Sandrancourt matériaux Eole-Procédure de gestion rique H2S"; |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Cloture

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Clôture |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit réparer ses clôtures abîmées et mettre en place une clôture efficace conformément à l'article 13 de l'AM du 22 septembre 1994 dans un délai de 3 mois. |
| Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la réparation des clôtures abîmées ;- l'absence d'une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent déjà constaté lors de l'inspection du 6 octobre 2021. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |